

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Chronique, Éolien & Sites et sols pollués
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 24 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BAUDOIN THILLIEN

Rue du Colonel Ronazoff
89000 Auxerre

Références : 230454
Code AIOT : 0005401040

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2023 dans l'établissement BAUDOIN THILLIEN, implanté rue du Colonel Ronazoff - 89000 Auxerre. L'inspection a été annoncée le 20/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 13 juillet 2023, par arrêté préfectoral n° DDT/SEE/2023/0035 (constatant le franchissement de seuils d'alerte, d'alerte renforcée et de crise, et instituant des mesures de limitation ou de suspension provisoire de certains usages de l'eau), le seuil d'alerte renforcée défini dans le plan sécheresse départemental a été atteint dans la zone « YONNE MOYENNE », dont la commune d'AUXERRE fait partie. Cet arrêté impose, notamment, des mesures de restrictions aux activités économiques dont les installations classées pour la protection de l'environnement font partie. Auparavant, la zone était déjà passée en alerte le 28 juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAUDOIN THILLIEN
- RUE DU COLONEL RONAZOFF 89000 Auxerre
- Code AIOT : 0005401040
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Baudoin Thillien est un site d'électrozingage situé à Auxerre, dans la zone industrielle des Pieds de Rats.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Volume de référence	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-II	/	Sans objet
2	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3	/	Sans objet
3	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3	/	Sans objet
4	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3	/	Sans objet
5	Réduction attendue délais	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-III	/	Sans objet
6	Registre	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3	/	Sans objet
7	Relevé hebdomadaire transmis DS	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	/	Sans objet
8	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3	/	Sans objet
9	Rejets des stations de traitement des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement met en œuvre des mesures efficaces de réductions des consommations d'eau. Il atteint ainsi les seuils de réductions imposés par l'arrêté cadre de l'Yonne. L'IIC a noté l'investissement matériel et humain de la société.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume de référence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-II
Thème(s) : Risques chroniques, Volume de référence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse. Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1 ^{er} .
Constats : L'exploitant a présenté le calcul du volume de référence de son établissement. Ce volume de référence journalier est de 72,72 m ³ /j. Le site est situé sur un bassin en alerte renforcé il doit réduire sa consommation de 20 % soit au maximum 58,18 m ³ /j.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les interdictions suivantes peuvent être levées uniquement pour des motifs impératifs de santé et de salubrité publique ou pour des raisons de sécurité civile, sur demande motivée adressée à de la direction départementale des territoires et après obtention d'une dérogation.
Constats : Le site n'a pas demandé de dérogation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les mesures s'appliquent aux activités économiques dont usages industriels, commerciaux, artisanaux et de loisirs à l'exception : - des activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions particulières quantitatives plus restrictives ; - des établissements ou activités pouvant démontrer que leurs procédés et équipements mis en œuvre permettent des économies substantielles d'eau. Les restrictions ne s'appliquent pas dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées.
Constats : Le site n'a pas demandé de dérogation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Réduction des prélèvements et/ou consommation de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.
Constats : L'établissement relève quotidiennement les compteurs d'eau. Il dispose pas ailleurs d'un suivi automatisé en phase de test. Le but est de corréler le suivi automatique avec le relevé manuel pour fiabiliser les données. Le site a consommé entre 45 m ³ /j et 47 m ³ /j en fonction des productions, la semaine précédente l'inspection. Le site atteint les objectifs de réduction de 20 %.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Réduction attendue délais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-III
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1 ^{er} .
Constats : Le site a réduit ses consommations d'eau dans les délais impartis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Registre quotidien pour tout prélèvement ou consommation supérieure à 100 m ³ par jour
Constats : L'établissement a présenté à l'IIC le suivi automatique des consommations journalières. Le suivi du week-end, résultat d'un calcul théorique, est relevé le lundi. Le site est à l'arrêt le week-end.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Relevé hebdomadaire transmis DS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire . La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : L'exploitant a déclaré sur l'outil Démarche simplifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est inférieure à 1 000 m ³ par an : Mise en œuvre de dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limitation au maximum des consommations.
Constats : Le site a mis en place des mesures de réduction de consommation en particulier une communication visuelle à l'entrée auprès du personnel et un décalage des rinçages des machines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Rejets des stations de traitement des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Rejets des stations de traitement des eaux usées : En cas de dépassement des normes de rejet, les industriels devront mettre en œuvre dans les plus brefs délais des mesures correctives nécessaires selon les préconisations du service de police de l'eau, ou de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Le suivi de la station de traitement est intégré au suivi des consommations de l'eau. Aucun dépassement n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet